

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DE L'HYDRAULIQUE
ET DES RESSOURCES HALIEUTIQUES**

SECRETARIAT GENERAL



BURKINA FASO

Unité-Progrès-Justice

**DEUXIEME PROGRAMME NATIONAL
DE GESTION DES TERROIRS (PNGT 2)**

COORDINATION NATIONALE

01 BP 1487 OUAGADOUGOU 01
Tél. : 50.32.47.53/54 - Fax : 50.31.74.10

**BILAN A MI-PAROURS
DU SILEM / PNGT2**
Janvier 2005 à Mars 2007

Mai 2007

1. Introduction

Le présent bilan à mi-parcours du SILEM couvre la période de Janvier 2005, correspondant au démarrage effectif du projet, à mars 2007. Il rend compte, de l'état d'exécution physique et financière cumulé, par composante, pour les années 2005, 2006 et du premier trimestre de l'année 2007.

2. Rappel sur le SILEM

2.1. Justification

Le projet de gestion intégrée des écosystèmes des bas-fonds du Sahel dont le sigle en anglais est SILEM (Sahelian Integrated Lowland Ecosystem Management) est né du constat la réduction progressive des ressources foncière, combinée aux aléas climatiques a engendré une dégradation accélérée des terres et du couvert végétal, notamment sur ceux des écosystèmes de bas-fonds qui font objet de pression plus accentuée.

2.2. Objectifs du programme

Le Gouvernement a alors sollicité l'appui de la Banque Mondiale et du FEM pour la préparation du programme SILEM qui s'est terminée en juillet 2004. Ce programme a pour but d'améliorer de façon durable la productivité des ressources rurales (naturelle, physique, financière, humaine) dans les écosystèmes des sous bassins versants, en affectant des fonds du SILEM pour: (i) donner aux communautés rurales de meilleures incitations pour demander et mettre en œuvre des sous-projets judicieux de gestion et de conservation de l'écosystème; et (ii) aider le gouvernement à mettre en place des institutions appropriées et décentralisées de gestion des bassins et de protection de l'environnement.

2.3. Programmation

Le SILEM est conçu comme un programme de quinze ans financé en trois phases de projets de cinq ans destinés à fournir un appui progressif à chacune des trois phases du programme de base qu'est le PNGT2. La première phase du SILEM sera centrée sur le développement des capacités locales et institutionnelles nécessaires pour la mise en œuvre d'une approche gestion intégrée des écosystèmes. Elle mettra au point les instruments et testera ces différents instruments avec les communautés vivant dans des bassins choisis. La deuxième phase confirmera et consolidera les résultats de la première phase tout en élargissant le programme à d'autres provinces. La troisième phase généralisera le modèle à tout le pays.

2.4. Objectif du projet

La première phase (le projet) a été mise en vigueur en décembre 2004 et effectivement démarré en janvier 2005 avec pour objectif de développement d'améliorer les pratiques de gestion de ressources naturelles des sous bassins versants ciblés dans les provinces du Soum, du Sanmatenga, du Kouritenga et de la Kompienga.

2.5. Structuration du projet

Le projet est structuré autour de cinq composantes à savoir le renforcement des capacités locales, le fond d'investissement local, le renforcement des capacités institutionnelles, le renforcement des capacités des acteurs nationaux à accéder aux marchés de carbone et enfin l'appui incrémental à l'administration au suivi évaluation.

2.6. Organisation et financement

Au plan organisationnel, le SILEM est sous la tutelle technique du MAHRH et sous la tutelle financière du Ministère des Finances et du Budget. Il s'exécute au sein du PNGT2 et est supervisé par le même comité de pilotage que le PNGT2. Un comité consultatif scientifique et technique (CCST) a été mis en place pour assurer un rôle de conseil et d'orientation scientifique et technique. La Coordination nationale et les coordinations provinciales où s'exécute le SILEM ont été renforcées d'un cadre chargé du SILEM.

Le financement du SILEM, d'un montant de 4.5 millions de dollars, est assuré par un don du FEM administré par la Banque Mondiale.

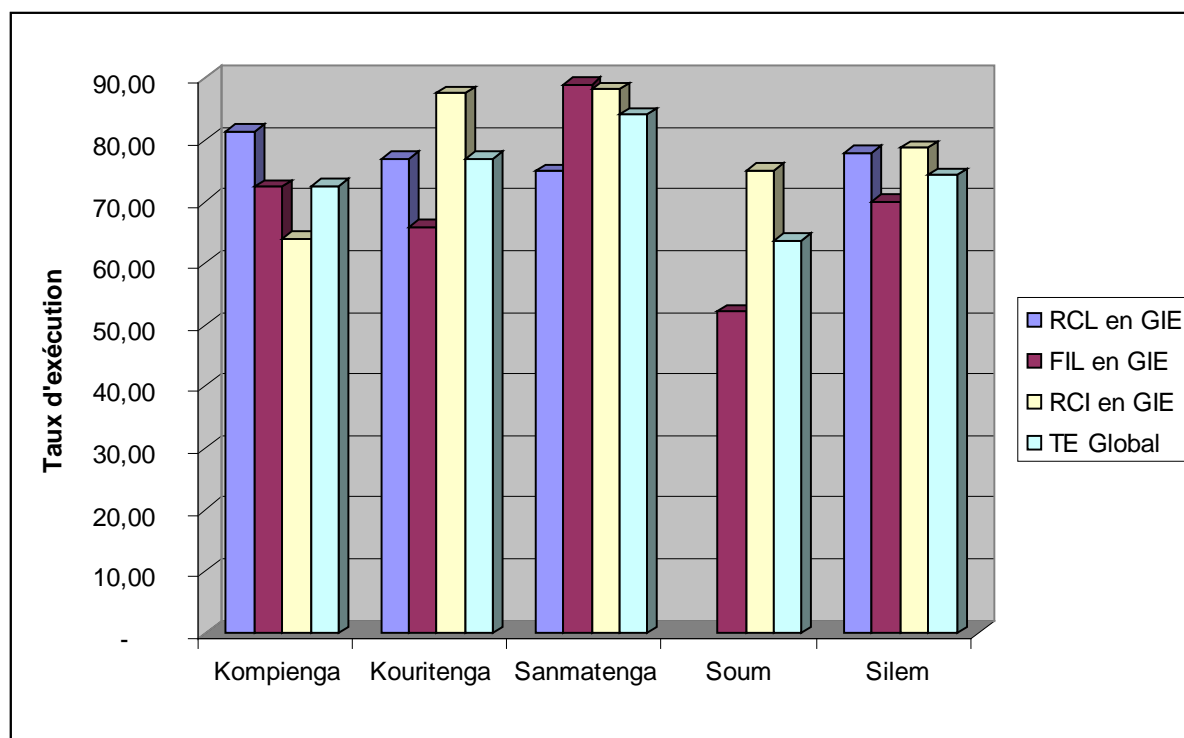
3. Niveau d'exécution

L'année 2005 a été principalement consacrée aux choix des micro bassins d'intervention, aux activités de renforcement des capacités notamment l'élaboration des plans de gestion intégrées des micros bassins versants, à la mise en place du comité consultatif technique et scientifique, le recrutement du personnel et l'acquisition des équipements. La mise en œuvre du FIL été effective à partir de 2006. Le taux d'exécution physique global qui prend en compte les trois composantes (RCL, FIL et RCI) est de 74,23%, avec des disparités d'une province à une autre (figure 1)

Ce taux se décompose comme suit :

- Renforcement des capacités locales : 77,75% ;
- Fonds d'investissement local : 69,85 ;
- Renforcement des capacités institutionnelles : 78,63%

Figure 1 : Taux d'exécution global et par composante



3.1. Renforcement des capacités locales (RCL)

Au titre de cette composante, quatre (4) plans de gestion intégrée des écosystèmes ont été élaborés, des formations ont été réalisées sur des thèmes divers au profit de 4967 producteurs et dix (10) rencontres de concertation entre les communautés des villages des micros bassins versants en vue de la planification et de l'harmonisation des actions ont été tenues (annexe 1).

On peut noter, la formation :

- de 1586 auditeurs en techniques de protection de berge ;
- de 953 auditeurs en technique de réalisation de cordons pierreux ;
- de 1003 auditeurs en technique de production de fumure organique ;
- de 971 auditeurs sur les textes régissant la gestion des ressources naturelles (code forestier, code de l'environnement, code l'eau, code pastoral) ;
- 186 auditeurs en techniques de zaï ;
- etc.

Cette composante a connu un taux d'exécution physique d'environ 77,75%. Ce taux s'explique par le fait que certaines formations prévues en 2006, notamment en gestion, passation de marchés, qui concernaient des CVGT

des nouveaux villages touchés par le SILEM, ont été ajournées en attendant la mise en place des CVD.

3.2. Fonds d'investissement local

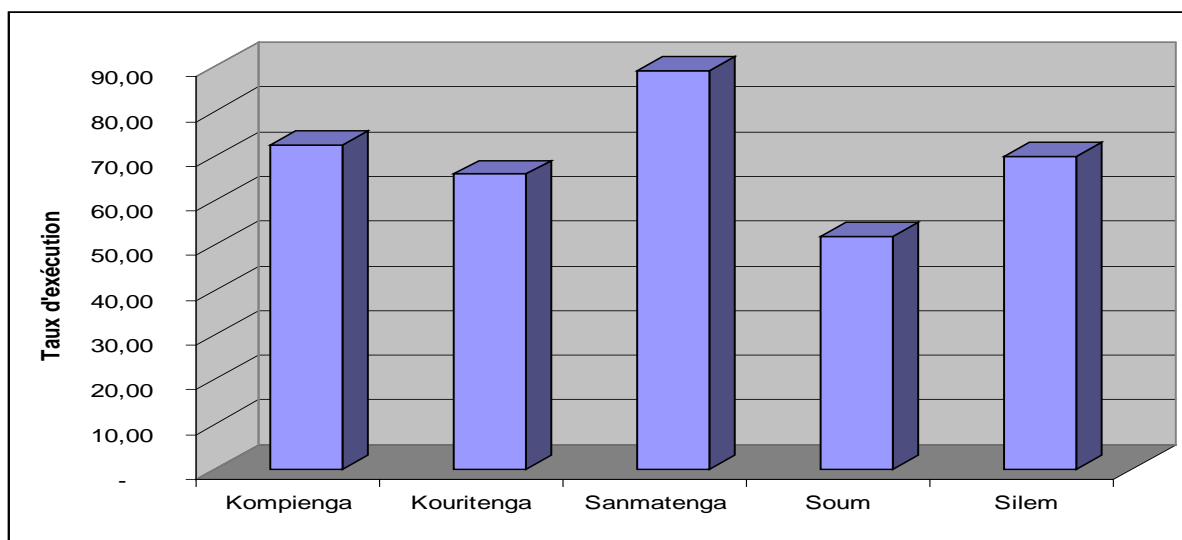
Dans le cadre de la mise en œuvre des plans de gestion intégrée des écosystèmes de micros bassins versants, des plans annuels d'investissements sont extraits et mis en œuvre chaque année. Plusieurs réalisations ont été faites depuis janvier 2006 au titre du FIL (annexe 3).

Ces actions concernent principalement :

- la restauration du couvert végétal et de la diversité biologique végétale par le reboisement (234884 plants) dont 9513 arbres utilitaires, correspondant à 437 ha de plantation d'arbres de diverses espèces et 61 ha en arbres fruitiers;
- la productions de 70 021 plants d'espèces diverses ;
- l'organisation de l'espace pour permettre la conduite des différentes activités socio-économiques, notamment la négociation, la délimitation et l'enrichissement de zone de pâture (964 ha) et de couloirs d'accès (100 km) ;
- la négociation et balisage de forêt villageoise (30 Km) ;
- la délimitation et l'aménagement de 16 003 m de berge ;
- le traitement de 1 212 ha en cordons pierreux ;
- la réalisation de 2 879 fosses fumières ;
- la réalisation de 258 ha de mise en défens ;
- l'aménagement de 20,25 ha de bas-fonds ;
- etc.

Le taux d'exécution physique de cette composante est de 69,85%, avec une forte variabilité d'une province à l'autre (figure 2).

Figure 2 : Taux d'exécution physique du FIL



En effet, on note un taux d'exécution physique de 89,02% au Sanmatenga tandis que ce taux est de 52,11% au Soum.

3.3. Renforcement des capacités institutionnelles

Cette composante a soutenu des activités d'appui à la communication, les études préalables aux investissements ainsi que et des protocoles avec les services techniques de l'Etat et les associations dans le cadre de l'appui accompagnement des communautés pour l'exécution de leurs micro-projets (annexe 4).

Les activités réalisées à ce titre concernent principalement :

- La tenue de deux sessions du comité consultatif scientifique et technique pour analyser des documents divers (PGIE, rapport d'études techniques, etc.) ;
- L'élaboration d'un référentiel technique des actions GIE qui vise à recenser les techniques et technologies mises au point par les institutions de recherche, les services techniques et les ONG en matière de gestion de ressources naturelles, en vue d'offrir un panel de solutions techniques éprouvées aux communautés et aux acteurs d'appui et d'accompagnement à la mise en œuvre des PGIE. Le rapport provisoire est disponible ;
- La mise à jour de 102 plans de gestion des terroirs pour prendre en compte les activités GIE ;
- L'élaboration de 58 plans de gestion des terroirs dans les villages des micros bassins versants où le PNGT2 n'intervenait pas ;

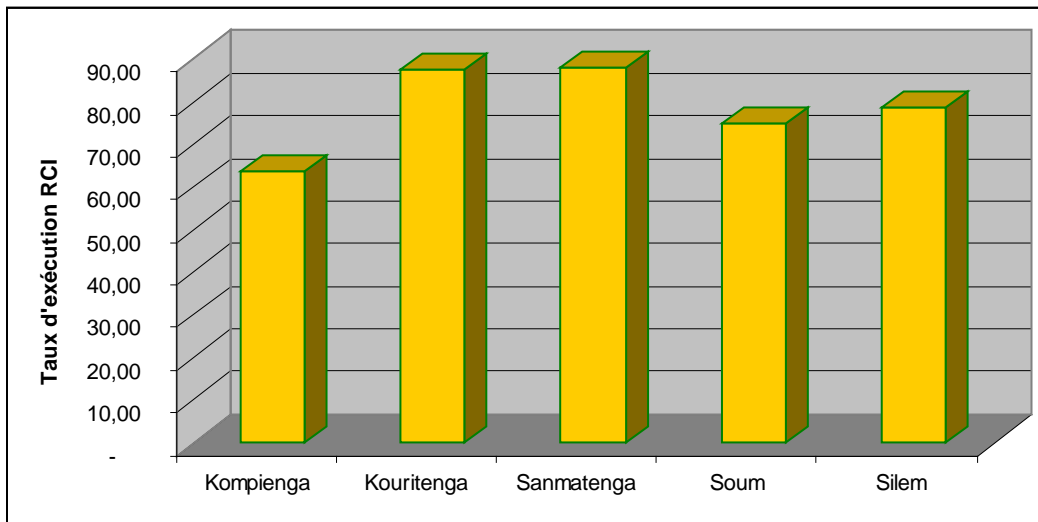
- L'élaboration de 12 conventions locales régissant la gestion des ressources naturelles dans des zones à vocation définies par la population ;
- L'élaboration d'une stratégie, y compris le plan d'action de communication pour le SILEM ;
- La création d'une pièce de théâtre et 32 représentations dans trois langues ;
- L'information sensibilisation de 1119 personnes sur la philosophie d'intervention du SILEM et sur la gestion intégrée des écosystèmes ;
- L'adoption de 4 plans de gestion intégrée par les CPAT des provinces d'intervention du SILEM ;
- La conduite de 13 études et protocoles pour soutenir la mise en œuvre des activités prévues au titre du FIL ;

Des partenariats ont été établis avec trois institutions internationales à savoir :

- LandCare Burkina pour le renforcement des capacités des communautés à tester des techniques de gestion des ressources naturelles mises au point par des chercheurs. Ces tests seront conduits à titre pilote dans les villages riverains au barrage de Korsimoro ;
- Le Centre International de recherche en foresterie (CIFOR) qui a retenu les sites du SILEM pour la conduite d'un projet de recherche visant analyse les relations entre le couvert végétal et les caractéristiques hydrologiques du micro bassin versant de Korsimoro. Cette collaboration vise essentiellement à partager les informations et les résultats de différentes études conduites aussi bien par le CIFOR que par le SILEM;
- Un consortium de compagnies canadiennes composé de MicroSoft Canada, Géolimages Solution et l'Université de Sherbrooke (Québec) : Ce partenariat a permis la formation du dizaine de cadres burkanabés et de la sous-région en SIG et télédétection et la production de base de données SIG pour les sites d'intervention du SILEM. Ces activités sont financées par l'Agence Spatiale Canadienne.

Le taux d'exécution physique des activités pour cette composante est de 75% (figure 3).

Figure 3 : Taux d'exécution physique de la composante RCI



3.4. Renforcement des capacités des acteurs à accéder aux marchés de carbone

Au titre de cette composante, un consultant international a été recruté pour aider à élaborer un plan d'action opérationnel en vue de faciliter la mise en œuvre de la composante. Une session de formation a été organisée à l'intention des acteurs nationaux des diverses institutions de l'Etat et de la société civile. Cette session a permis aux participants de passer en revue les thèmes relatifs aux mécanismes de développement propres (MDP), le processus et les exigences de l'élaboration de projets MDP.

Un atelier a été organisé à la demande du SILEM et sous l'égide du CONEDD et a permis de faire le point des porteurs de projets MDP d'une part et d'échanger sur les synergies nécessaires. Cette rencontre a conclu qu'il est nécessaire de produire des informations sur la rentabilité économique de « l'affaire » c'est-à-dire des projets MDP afin de pouvoir intéresser les acteurs du secteur privé.

Il est à noter que la mise en œuvre de cette composante comporte des difficultés majeures du fait que les projets MDP doivent être portés par des acteurs privés et que la plupart de ces acteurs sont insuffisamment informés des mécanismes pratiques de mise en œuvre de tels projets d'une part et ne sont pas prompts à prendre le risque d'investir dans un projet qu'il maîtrise peu et dont les retombées économiques ne sont pas immédiates.

3.5. Administration et suivi du projet

3.5.1. Suivi du SILEM

Cette composante concerne d'une part le suivi du projet et d'autre part la gestion administrative et financière du projet.

Au titre du suivi des performances, les outils de suivi des performances ont été mis au point et les données collectées sur l'exécution du projet sont capitalisées à l'aide de ces outils pour la production des différents rapports d'activités puis la programmation physique et financière.

Dans le cadre du suivi d'impact, un protocole de collaboration a été établi avec l'UICN-Burkina. A cet effet, un manuel de suivi d'impact a été élaboré et adopté par le Comité Consultatif Scientifique et Technique du SILEM. Le dispositif de suivi a été implanté sur le terrain et la collecte des données pour l'établissement de la situation de référence a été réalisée au cours de l'année 2006. Des analyses d'échantillons de sols et la collecte de données complémentaires sur la diversité des insectes est en cours pour permettre de finaliser le document sur la situation de référence.

Il faut noter que suivi d'impact connaît un léger retard dans sa mise en œuvre, notamment en ce qui concerne l'établissement de la situation de référence.

3.5.2. Gestion administrative et financière

Le SILEM est financé par l'Etat et le FEM. Au 31 mars 2007, le taux de réalisation budgétaire est de 64,77% (annexe 5) et un taux de décaissement global de 29,39% pour la contrepartie nationale et de 34,62% pour le financement FEM.

COMPOSANTES	PREVISIONS TOTAL (1)	REALISATIONS TOTAL (2)	TAUX REAL.
Renforcement des Capacités Locales en GIE	255 353 750	69 326 504	27,15%
Fonds d'Investissement Local	410 567 325	357 796 966	87,15%
Renforcement des Capacités Institutionnelles en GIE	270 516 500	177 709 839	65,69%
Développement des Capacités Nationales à l'Accès au Marché de Carbone	48 500 000	2 817 500	5,81%
Administration, Coordination et Suivi Evaluation	294 840 000	221 279 349	75,05%
SOUS TOTAL FEM/ETAT	1 279 777 575	828 930 158	64,77%

Ces taux s'expliquent par le fait que le FIL, qui constitue une part importante du financement, n'a pas connu de décaissement au cours de la première année.

4. Conclusion

La mise en œuvre du SILEM au cours de ces deux années et demi, permet d'affirmer :

- La pertinence de l'approche spatiale « micro bassin versant » qui permet aux communautés de faire une planification cohérente de la gestion des ressources naturelles à une échelle spatiale plus étendue et d'agir localement dans un cadre cohérent ;
- La perception de l'interdépendance d'une part, entre les différentes composantes biophysiques de l'environnement (eau, végétation, sol, faune) et d'autre part l'interdépendance entre les populations qui partagent un même bassin versant, d'où la nécessité de concertation et de mise en cohérence des initiatives d'aménagement ;
- Les PGIE affichent des ambitions d'aménagement qui sont, de loin, au-delà des capacités de financement d'un seul programme. Il est sensé être un cadre d'intervention pour les acteurs en matière de GRN. De ce fait, il doit être porté à la connaissance des conseils municipaux et des autres acteurs en vue de la prise en compte desdits plans dans les plans communaux de développement (PCD) ;
- En général, le diagnostic ressort clairement les contraintes à lever en matière de gestion de ressources naturelles. Cependant, les communautés ne disposent pas toujours de paquets techniques ou technologiques diversifiés pour faire le choix de la solution la mieux adaptée, d'où la nécessité d'envisager la mise au point d'un recueil de techniques pour les contraintes les plus courantes ;

L'exécution du SILEM est globalement satisfaisant au regard du taux d'exécution physique qui est 74.23%. Ces résultats ont pu être atteints grâce à l'ancrage du SILEM au PNGT2 qui lui a permis de bénéficier de toutes les réflexions sur la dynamique du développement rural décentralisé et de s'inspirer de certains outils et approches déjà éprouvés. Toutefois, les changements institutionnels intervenus en milieu rural, notamment l'apparition des communes rurales avec les organes nécessitent une adaptation des procédures de mise œuvre du FIL et la prise en compte de ces organes dans le dispositif de renforcement des capacités.

Par ailleurs, l'organisation de la seconde phase du PNGT2 prévoit la mise en place de coordinations aux chefs-lieux de régions. La zone d'intervention du SILEM étant très réduite par rapport à la région (un micro bassin versant dans

une province de la région, il est nécessaire d'envisager le maintien des cadres chargés du SILEM dans les provinces où ils interviennent. Ceci devrait permettre contenir les charges de fonctionnement à un niveau acceptable d'une part et de maintenir un appui encadrement plus rapproché des communautés. Cela suppose un appui technique plus accru de la part de l'unité centrale du SILEM et un réaménagement des rôles en matière de suivi évaluation.

ANNEXES

Annexe 1 : Taux d'exécution physique par province et par composante

COMPOSANTES COORDINATION	RCL en GIE	FIL en GIE	RCI en GIE	Taux d'exécution Global
Kompienga	81,39	72,36	63,89	72,55
Kouritenga	76,97	65,92	87,50	76,80
Sanmatenga	74,87	89,02	88,15	84,01
Soum		52,11	75,00	63,55
Silem	77,75	69,85	78,63	74,23

Annexe 2 : Renforcement des capacités locales

Codes	Libellés	Unités	KOMPIENGA			KOURITENGA			SANMATENGA			SOUM			TOTAL SILEM			
			PREV	REAL	TAUX	PREV	REAL	TAUX	PREV	REAL	TAUX	PREV	REAL	TAUX	PREV	REAL	TAUX	
67 01 01	Appui à l'opérationnalisation des cadres inter-villageois de concertation																	
67 01 01 01 03	Rencontres de concertation inter-villageoise	Session	5	4	80,00%	3	3	100,00%	2	2	100,00%				10	9	90,00	
67 01 01 01 06	Sensibilisation à la concertation inter-villageois CIV-GIE	Jour							7	6	85,71%				7	6	85,71	
67 01 01 01 08	Concertation sur des ressources inter-villageoises partagées	Session							1	1	100,00%				1	1	100,00	
67 01 05	Voyage d'étude au profit des CVGT et des organes exécutifs des CCIV des SBV																	
67 01 05 01 06	Voyages d'études à l'intérieur du pays	Participant	30	30	100,00%	88	94	106,82%	80	50	62,50%				198	174	87,88	
67 01 06	Formation des CVGT et des porteurs de projets																	
67 01 06 01	Formation des CVGT et des porteurs de projets		12												12			
67 01 06 01 01	Organisation et fonctionnement des CVGT	Auditeurs							50						50			
67 01 06 01 05	Suivi -évaluation participatif	Auditeurs							90	90	100,00%				90	90	100,00	
67 01 06 01 06	Elaboration des contrats, achats, techniques de négociation	Auditeurs							50						50			
67 01 06 01 08	Techniques de production de plants en pépinières	Auditeur	18	12	66,67%				20	20	100,00%				38	32	84,21	
67 01 06 01 09	Techniques de production et d'utilisation de la fumure organique	Auditeur	131	131	100,00%				872	872	100,00%				1003	1003	100,00	
67 01 06 01 10	Techniques de Traitement de ravines	Auditeur	90	90	100,00%										90	90	100,00	
67 01 06 01 11	Techniques de gestion des arboretum	Auditeur	6	6	100,00%										6	6	100,00	
67 01 06 01 12	Techniques de gestion de la faune villageoise	Auditeur	6	6	100,00%										6	6	100,00	
67 01 06 01 13	Techniques de pêche et réglementation	Auditeur	30	12	40,00%										30	12	40,00	
67 01 06 01 14	Techniques de confection de Cordons Pierreux	Auditeur	90	81	90,00%				872	872	100,00%				962	953	99,06	

Codes	Libellés	Unités	KOMPIENGA			KOURITENGA			SANMATENGA			SOUM			TOTAL SILEM		
			PREV	REAL	TAUX	PREV	REAL	TAUX	PREV	REAL	TAUX	PREV	REAL	TAUX	PREV	REAL	TAUX
67 01 06 01 15	Technique du zai	Auditeur				50	36	72,00%	150	150	100,00%				200	186	93,00
67 01 06 01 16	Technique apicole	Auditeur							20	20	100,00%				20	20	100,00
67 01 06 01 17	Codes (forestier, environnement, eau, pastoral...)	Auditeur	836	836	100,00%	1300			135	135	100,00%				2271	971	42,76
67 01 06 01 18	Culture fourragère	Auditeur							15						15		
67 01 06 01 19	Protection de berges	Auditeur	1106	1106	100,00%	480	480	100,00%							1586	1586	100,00
67 01 06 01 20	Récolte et pré traitement de semences forestières	Auditeur				20	12	60,00%							20	12	60,00
67 01 08	Montage de PAI															4967	
67 01 08 01 02	Transport/déplacement								41	41	100,00%				41	41	100,00
67 01 08 01 03	Elaboration des PAI	Plan				26	26	100,00%							26	26	100,00
	sous total																
	TOTAL	-			81,39%			76,97%			74,87%				-	-	77,75%

Annexe 3 : Fonds d'investissement local

CODES	LIBELLES	KOMPIENGA			KOURITENGA			SANMATENGA			SOUM			TOTAL SILEM		
		PREV	REAL	TAUX	PREV	REAL	TAUX	PREV	REAL	TAUX	PREV	REAL	TAUX	PREV	REAL	TAUX
67 02 A A	Guichet Villageois															
67 02 A A 01	CES/DRS															
67 02 A A 01 01	Réalisation de diguettes en terre (ha)										30			30		
67 02 A A 01 02	Réalisation de bandes enherbées (ha)				5	5	100,00	10						15	5	33,33
67 02 A A 01 03	Réalisation de fosses fumières (nbre)	77	47	61,04	660	660	100,00	900	900	100,00	1 590	1 272	80,00	3 227	2 879	89,22
67 02 A A 01 04	Réalisation de cordons pierreux (ha)	49	27	55,10	125	65	52,00	750	750	100,00	470	370	78,72	1 394	1 212	86,94
67 02 A A 01 05	Réalisation de zaï (ha)				10	3	30,00				80	70	87,50	90	73	81,11
67 02 A A 01 06	Traitement de ravines (nbre)	3	3	100,00				5	5	100,00				8	8	100,00
67 02 A A 01 07	Végétalisation de diguettes (m)										6 000			6 000		
67 02 A A 01 10	Animation pour protection des berges (session)										10	8	80,00	10	8	80,00
67 02 A A 01 11	Négociation pour protection des berges (pv)										10	8	80,00	10	8	80,00
67 02 A A 01 12	Delimitation de berge (m)				16 000	16 000	100,00				10	8	80,00	16 010	16 008	99,99
67 02 A A 01 13	Enherbement de berges (ha)				80						10	8	80,00	90	8	8,89
67 02 A A 01 14	Reboisement de berges (plant)	57 000	32 508	57,03	51 200	25 600	50,00				10	8	80,00	108 210	58 116	53,71
67 02 A A 01 15	Traitement de ravines de berges (nbre)				32	10	31,25							32	10	31,25
67 02 A A 01 17	Réalisation de scarifiage (ha)										80	70	87,50	80	70	87,50
67 02 A A 02	REBOISEMENT ET GESTION FORESTIERE															

CODES	LIBELLES	KOMPIENGA			KOURITENGA			SANMATENGA			SOUM			TOTAL SILEM		
		PREV	REAL	TAUX	PREV	REAL	TAUX	PREV	REAL	TAUX	PREV	REAL	TAUX	PREV	REAL	TAUX
67 02 A A 02 01	Réalisation de mise en défens (ha)				261	258	98,85							261	258	98,85
67 02 A A 02 02	Reboisement (plant)	19 000	16 284	85,71	22 500	17 795	79,09	90 000	90 000	100,00	11 500	11 500	100,00	143 000	135 579	94,81
67 02 A A 02 04	Balisage des limites de ZOVIC à la peinture (km)	117												117		
67 02 A A 02 07	Balisage des limites de forêts à la peinture (km)				32	32	100,00				4			36	32	88,89
67 02 A A 02 09	Production de plants (nbre)	98 800	70 021	70,87										98 800	70 021	70,87
67 02 A A 02 19	Création de pépinières (nbre)	5	5	100,00				5	5	100,00	3			13	10	76,92
67 02 A A 02 21	Plantation d'arbres utilitaires (plant)	9 513	9 513	100,00										9 513	9 513	100,00
67 02 A A 02 22	Création d'arboretum/conservatoire botanique (nbre)	2	2	100,00										2	2	100,00
67 02 A A 02 23	Plantation Pilote / Carbone (plant)				18 750	12 926	68,94	18 750	18 750	100,00				37 500	31 676	84,47
67 02 A A 03	Appui structurant à l'amélioration de la production animale															
67 02 A A 03 02	Balisage des limites de zone pastorale à la peinture (km)							12	12	100,00				12	12	100,00
67 02 A A 03 05	Pose de panneaux de signalisation (nbre)	10						8	8	100,00				18	8	44,44
67 02 A A 03 06	Création de zones de pâture (ha)	1 400	500	35,71	310	250	80,65							1 710	750	43,86
67 02 A A 03 07	Ouverture de couloirs d'accès (km)	81	61	75,19	70	10	14,00	44	30	68,18	40			235	100	42,80
	Sous total															
67 02 A A 04	Appui structurant à l'amélioration de la production végétale															
67 02 A A 04 01	Aménagement de bas-fonds (ha)				41	20	50,00							41	20,25	50,00
67 02 A A 05	Formation et recherche action															
67 02 A A 05 02	Fourniture de semences pour culture fourragère (kg)										6			6		

CODES	LIBELLES	KOMPIENGA			KOURITENGA			SANMATENGA			SOUM			TOTAL SILEM		
		PREV	REAL	TAUX	PREV	REAL	TAUX	PREV	REAL	TAUX	PREV	REAL	TAUX	PREV	REAL	TAUX
67 02 A A 05 05	Fourniture d'équipement de pêche (nbre)	7	7	100,00										7	7	100,00
67 02 BB	Guichet Provincial															
67 02 BB 03	Appui structurant à l'amélioration de la production animale															
67 02 BB 03 06	Création de zones de pâture (ha)							4	4	100,00				4	4	100,00
67 02 BB 05	Appui structurant à l'amélioration de la production halieutique															
67 02 BB 05 01	Empoissonnement de plans d'eau (nbre)				1	1	100,00	3	3	100,00				4	4	100,00
	sous-total													-	-	
	Sous total Guichet Provincial													-	-	
	TOTAL FIL			72,36			65,92			89,02			52,11	-	-	69,85

Annexe 4 : Renforcement des capacités institutionnelles

Codes	Libellés	UNITES	KOMPIENGA			KOURITENGA			SANMATENGA			SOUM			TOTAL		
			PREV	REAL	TAUX	PREV	REAL	TAUX	PREV	REAL	TAUX	PREV	REAL	TAUX	PREV	REAL	TAUX
67 03 01	Mise à jour des PGT pour prendre en compte les actions GIE																
67 03 01 01	Mise à jour des PGT pour prendre en compte les actions GIE		19	19	100,00	33	33	100,00	20	20	100,00	30	30	100,00	102	102	100,00
67 03 01 01 01	Suivi technique et supervision pour :		-	-		-	-		-	-		-	-		-	-	
67 03 01 01 02	Elaboration des PGT	PGT	-	-		-	-		21	21	100,00	37	37	100,00	58	58	100,00
67 03 01 01 08	Appui aux sessions CPAT	Session	1	1	100,00	-	-		-	-		-	-		1	1	100,00
67 03 03	Elaboration des projets de plans de gestion intégrés des SBV		-	-		-	-		-	-		-	-		-	-	
67 03 03 01 03	Elaboration de conventions locales	Convention	10	-	0,00	-	-		2	2	100,00	-	-		12	2	16,67
67 03 03 01 05	Etudes	étude	4	3	75,00	-	-		-	-		-	-		4	3	75,00
67 03 03 01 06	Appui à l'exécution des micro-projets/prestataires privés, ONG et Association	contrat	2	-	0,00	1	1	100,00	1	1	100,00	-	-		4	2	50,00
67 03 03 01 07	Appui à l'exécution des micro-projets / Service déconcentré, ONG et Association	Protocole	-	-		4	2	50,00	4	4	100,00	4	2	50	12	8	66,67
67 03 07	Appuyer à la planification des actions GIE à l'échelle provinciale et régionale		-	-		-	-		-	-		-	-		-	-	
67 03 07 01 02	Adoption des Plans d'aménagement des SBV par la CPAT		1	1	100,00	1	1	100,00	1	1	100,00	1	1	100,00	4	4	100,00
67 03 09	Développer et mettre en oeuvre des outils de communication de proximité à l'endroit des communautés		-	-		-	-		-	-		-	-		-	-	

67 03 09 01 01	Elaboration d'une stratégie de communication sur la GIE		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	100,00	
67 03 09 01 03	Information - Sensibilisation sur le SILEM	Auditeurs	19	19	100,00	1 100	1 100	100,00	-	-	-	-	-	1 119	1 119	100,00	
67 03 10	Développer des supports de vulgarisation des textes relatifs à la GIE																
67 03 10 01	Réalisation des outils																
67 03 10 01 05	Cassettes audio	Cassette	19	-	0,00	-	-	-	-	-	-	-	-	19	-		
67 03 10 01 08	Réalisation d'émissions radiophoniques	Emission	-	-	-	-	-	6	2	33,33	-	-	-	6	2	33,33	
67 03 10 02 02	Représentation de pièces théâtrales	Présentation	19	19	100,00	4	3	75,00	5	4	80,00	4	4	100	32	30	93,75
67 03 10 02 03	Diffusion des émissions radiophoniques (radios national et locales)	Diffusion	-	-	-	-	-	5	4	80,00	-	-	-	5	4	80,00	
67 03 11	Capitaliser et diffuser les meilleures pratiques GIE		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
67 03 11 01 03	Elaboration d'un référentiel technique des actions novatrices		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	100,00	
67 03 12	Formation technique		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
67 03 12 01 03	Formations des formateurs (prestataires de services)		-	-	-	-	-	-	-	-	11	-	0	11	-	0,00	
	TAUX D'EXECUTION				63,89			87,50			88,15			75,00		78,63	

Annexe 5a : Taux de réalisation budgétaire par composante de 2005 au 31/03/2007

COMPOSANTES	PREVISIONS				REALISATIONS				ECARTS (3)=(1)-(2)	TAUX REAL.
	2005	2006	2007	TOTAL (1)	2005	2006	2007	TOTAL (2)		
Renforcement des Capacités Locales en GIE	153 000 000	86 557 500	15 796 250	255 353 750	54 103 328	11 520 651	3 702 525	69 326 504	186 027 246	27,15%
Fonds d'Investissement Local	-	257 135 750	153 431 575	410 567 325	-	221 875 166	135 921 800	357 796 966	52 770 359	87,15%
Renforcement des Capacités Institutionnelles en GIE	79 500 000	151 080 000	39 936 500	270 516 500	3 672 890	134 214 974	39 821 975	177 709 839	92 806 661	65,69%
Développement des Capacités Nationales à l'Accès au Marché de Carbone	13 500 000	25 500 000	9 500 000	48 500 000	-	2 722 500	95 000	2 817 500	45 682 500	5,81%
Administration, Coordination et Suivi Evaluation	145 905 000	118 735 000	30 200 000	294 840 000	94 791 415	113 017 174	13 470 760	221 279 349	73 560 651	75,05%
SOUS TOTAL FEM/ETAT	391 905 000	639 008 250	248 864 325	1 279 777 575	152 567 633	483 350 465	193 012 060	828 930 158	450 847 417	64,77%

Annexe 5b : Taux d'exécution budgétaire par composante du financement FEM au 31/03/2007 (par rapport au prévision des 5 ans)

COMPOSANTES	PREVISIONS 5 ANS (1)	REALISATIONS				ECARTS (3)=(1)-(2)	TAUX REAL.
		2005	2006	2007	TOTAL (2)		
Renforcement des Capacités Locales en GIE	480 000 000	53 386 556	11 520 651	3 388 097	68 295 304	411 704 696	14,23%
Fonds d'Investissement Local	1 200 000 000		221 875 166	135 921 800	357 796 966	842 203 034	29,82%
Renforcement des Capacités Institutionnelles en GIE	320 000 000		128 019 725	36 345 175	164 364 900	155 635 100	51,36%
Développement des Capacités Nationales à l'Accès au Marché de Carbone	80 000 000		2 600 000	95 000	2 695 000	77 305 000	3,37%
Administration, Coordination et Suivi Evaluation	170 000 000	85 213 509	89 594 790	11 008 982	185 817 281	- 15 817 281	109,30%
SOUS TOTAL FEM/ETAT	2 250 000 000	138 600 065	453 610 332	186 759 054	778 969 451	1 471 030 549	34,62%

Annexe 5c : Taux d'exécution budgétaire par catégorie du financement FEM au 31/03/2007 (par rapport au prévision des 5 ans)

CATEGORIES	PREVISIONS 5 ANS (1)	REALISATIONS				ECARTS (3)=(1)-(2)	TAUX REAL.
		2005	2006	2007	TOTAL (2)		
1 - Véhicules et matériel	50 000 000	42 277 132	7 110 792		49 387 924	612 076	98,78%
2 - Services de Consultants et Audits	400 000 000	48 136 144	116 002 007	33 524 900	197 663 051	202 336 949	49,42%
3 - Formation et Ateliers	200 000 000	17 356 540	64 781 826	6 817 872	88 956 238	111 043 762	44,48%
4 - Dons Subsidiaires pour la partie B du Projet	1 000 000 000		215 759 754	135 921 800	351 681 554	648 318 446	35,17%
5 - Charges de Fonctionnement	400 000 000	30 830 249	49 955 953	10 494 482	91 280 684	308 719 316	22,82%
6 - Non affecté	200 000 000						
SOUS TOTAL FEM/ETAT	2 250 000 000	138 600 065	453 610 332	186 759 054	778 969 451	1 271 030 549	34,62%

Annexe 5b : Taux d'exécution budgétaire par composante du financement Etat au 31/03/2007 (par rapport au prévision des 5 ans)

COMPOSANTES	PREVISIONS 5 ANS (1)	REALISATIONS				ECARTS (3)=(1)-(2)	TAUX REAL.
		2005	2006	2007	TOTAL (2)		
Renforcement des Capacités Locales en GIE	77 700 000	716 772		314 428	1 031 200	76 668 800	1,33%
Fonds d'Investissement Local					-	-	
Renforcement des Capacités Institutionnelles en GIE	51 810 000	3 672 890	6 195 249	3 476 800	13 344 939	38 465 061	25,76%
Développement des Capacités Nationales à l'Accès au Marché de Carbone	12 950 000		122 500		122 500	12 827 500	0,95%
Administration, Coordination et Suivi Evaluation	27 540 000	9 577 906	23 422 384	2 461 778	35 462 068	- 7 922 068	128,77%
SOUS TOTAL FEM/ETAT	170 000 000	13 967 568	29 740 133	6 253 006	49 960 707	120 039 293	29,39%

Annexe 5c : Taux d'exécution budgétaire par catégorie du financement Etat au 31/03/2007 (par rapport au prévision des 5 ans)

CATEGORIES	PREVISIONS 5 ANS (1)	REALISATIONS				ECARTS (3)=(1)-(2)	TAUX REAL.
		2005	2006	2007	TOTAL (2)		
1 - Véhicules et matériel	10 000 000	879 200	444 708		1 323 908	8 676 092	13,24%
2 - Services de Consultants et Audits	80 000 000	5 135 806	13 267 296	3 615 228	22 018 330	57 981 670	27,52%
3 - Formation et Ateliers	-				-	-	
4 - Dons Subsidiaires pour la partie B du Projet	-				-	-	
5 - Charges de Fonctionnement	80 000 000	7 952 562	16 028 129	2 637 778	26 618 469	53 381 531	33,27%
6 - Non affecté	-						
SOUS TOTAL FEM/ETAT	170 000 000	13 967 568	29 740 133	6 253 006	49 960 707	120 039 293	29,39%